

**DELIBERATION VM 2021 05 –
relative aux dispositions financières liées à la neutralisation de stations Velib' et à
l'approbation de la convention type d'intervention aux abords de station Velib'**

Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation
Séance du 26 mars 2021- à distance

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le Syndicat Autolib' et Velib' Métropole exploite un service de vélos mécaniques et électriques qui répond au fonctionnement des services publics de transport maillés. Son efficience répond à la double exigence d'un maillage correctement établi et d'un dimensionnement des stations correspondant aux besoins des usagers.

L'implantation des stations sur le domaine public donne lieu à l'établissement de conventions de superposition d'affectations entre le syndicat et la commune d'implantation pour définir les modalités techniques et financières de gestion de l'emprise domaniale concernée.

Dans le cadre de travaux, d'opérations d'aménagement urbain, de manifestations ou pour des motifs divers à l'initiative d'un tiers, la commune peut autoriser de manière temporaire :

- La neutralisation d'une station pour la rendre inaccessible temporairement aux usagers, avec le maintien des bornes et l'installation de bloqueurs ;
- La dépose d'une station et sa réimplantation ultérieure, avec suppression de tout ou partie de la station, puis réinstallation totale ou partielle des bornes et réseaux afférents sur le site initial ou éventuellement sur un nouvel emplacement, autorisé par la commune.

Dans une telle hypothèse, le tiers à qui a été accordé une autorisation par la commune saisit le syndicat et lui transmet la permission de voirie, l'autorisation de stationnement ou le procès-verbal de réunion d'ouverture de chantier.

La mise en œuvre du dispositif est prise en charge par le Syndicat dans le cadre du marché conclu avec la Société SMOVENGO et les travaux et frais sont refacturés au tiers demandeur avec lequel est conclue une convention d'intervention aux abords de station Velib' pour toute neutralisation dépose et réinstallation de station Velib'. Elle définit le contenu précis des interventions à mener avec la période de mise hors service de la station ainsi que les coûts induits facturés par le Syndicat.

Afin de traiter cette situation interdisant l'usage partiel ou total de la station concernée et obligeant le syndicat à intervenir en amont de la neutralisation et avant la réouverture de la station pour procéder à l'état des lieux contradictoire, il est prévu conformément à la délibération VM 2019-06 du 24 mai 2019 de mettre à la charge du tiers demandeur :

- le remboursement au Syndicat des prestations réalisées par le titulaire du marché Velib' selon le bordereau de prix unitaire,
- le paiement d'une indemnité forfaitaire de 85€ HT par jour couvrant les coûts directs et indirects à la charge du Syndicat induits par cette intervention ainsi que des mesures d'information et de régulation à mettre en place.

Par ailleurs, pour des neutralisations dépassant 7 jours calendaires, il était également demandé au tiers un dépôt d'un montant forfaitaire de 5000 € HT.

Depuis la mise en œuvre de ce dispositif en 2019, le Syndicat a signé 47 conventions et avenants avec des tiers. Les interventions demandées sont pour la plupart des interventions de neutralisation, sans demande de dépose du mobilier (30 conventions sur 47). Au total, ces interventions correspondent à la fermeture d'un équivalent station pendant 4 000 jours. Ces conventions ont généré 328 000 € de recettes pour le Syndicat.

De par les compétences du comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation, il est proposé de confirmer et de compléter les coûts induits par une neutralisation à facturer au tiers demandeur comprenant les différentes indemnités dues, les frais de gestion du Syndicat ainsi que les pénalités en cas d'annulation de la convention ainsi que d'approuver la convention type d'intervention aux abords de station Velib' mise en annexe de la présente délibération.

Je vous prie, mes cher.e.s collègues, de bien vouloir en délibérer.

Le Président,

DELIBERATION VM 2021 05 –**relative aux dispositions financières liées à la neutralisation de stations Velib' et à l'approbation de la convention type d'intervention aux abords de station Velib'**

Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation
Séance du 26 mars 2021- à distance

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT),

Vu le code général de la propriété des personnes publiques (CG3P),

Vu les statuts du Syndicat en date du 19 septembre 2019 notamment l'article 2.2 relatif à la compétence optionnelle portant sur l'étude, la réalisation et l'exploitation d'un service public de vélos en libre-service dénommé « Velib' »,

Vu les statuts de la Régie Velib' en date du 12 octobre 2017,

Vu la convention-type de superposition d'affectation du domaine public, de financement et de gestion des relations entre une collectivité membre et le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole,

Vu la délibération VM 2019-06 du 24 mai 2019,

Considérant que la neutralisation ou la dépose temporaire d'une station Velib', à la demande d'un tiers dûment autorisé par une collectivité membre avec laquelle une convention de superposition d'affectations du domaine public, de financement et de gestion a été signée avec le Syndicat, occasionne une perturbation dans le fonctionnement du service public Velib, en termes de disponibilité de la station et d'impact sur le maillage du réseau,

Considérant que cette intervention induit des coûts directs et indirects à la charge du Syndicat qu'il convient de faire compenser par le tiers demandeur par des dispositions financières spécifiques à une telle situation, au-delà du remboursement au Syndicat des prestations réalisées par le titulaire du marché Velib' selon le bordereau de prix unitaire du dit marché ;

Considérant l'intérêt de prévoir des pénalités en cas de demande d'annulation ou de retard de la prestation demandée dans la convention par le tiers et un dépôt de garantie pour assurer la bonne remise en état après l'intervention de neutralisation prévue à la convention,

Le Comité syndical, intervenant en substitution du Conseil d'exploitation après en avoir délibéré,

Article 1 : APPROUVE le montant unique du dépôt de garantie de 5000 € TTC pour les neutralisations dépassant 7 jours calendaires et dit que la recette relative au dépôt de garantie sera imputée au budget annexe Régie Velib' à l'article 165- Dépôts et cautionnements reçus.

Article 2 : APPROUVE les montants des indemnités dues par le tiers demandeur de neutralisation d'une station Velib' qui se décomposent comme suit, par station :

Type d'intervention sur une station Velib'	Montant de l'indemnité
1. Neutralisation d'un totem d'une station Velib'	Forfait de 5 € HT Par jour calendaire
2. Indisponibilité des points d'accroche d'une station Velib' pendant l'intervention	Forfait de 85€ HT au prorata du nombre de points d'accroche disponible. Par jour calendaire, Si le nombre de points d'accroche disponible est inférieur à 8, la station est considérée comme totalement neutralisée et le forfait de 85€ s'applique.
3. Enlèvement d'un totem d'une station Velib' (L'enlèvement d'un totem entraîne la neutralisation de la station)	Forfait de 90€ HT ; Par jour calendaire,
4. Dépose d'une station Velib' et repose de cette station sur un autre emplacement définitif,	Forfait de 90 jours de neutralisation applicable : 90 jours à 90€ HT + frais de dépose et de repose
5. Dépose d'une partie des points d'accroche d'une station Velib' sur un nouvel emplacement	Forfait de 85€ HT par jour, Au prorata du nombre de points d'accroche concernés, Forfait de 90 jours

Les recettes relatives à ces indemnités seront imputées au budget annexe Régie Velib' à l'article 7581 « redevances diverses ».

Article 3 : APPROUVE le montant des frais de gestion pour le Syndicat à hauteur de 5% du montant total hors taxe actualisé hors dépôt de garantie et dit que ces recettes seront imputées au budget annexe Régie Velib' à l'article 7581 « redevances diverses ».

Article 4 : APPROUVE un montant de la pénalité de 50€ par jour de retard qui s'ajoutera au montant des pertes d'exploitation relatives à la fermeture des équipements pour les jours de fermeture dépassant la date de fin maximale prévue de la convention.

Les recettes relatives à ces pénalités seront imputées au budget annexe Régie Velib' à l'article 7581 « redevances diverses ».

Article 5 : APPROUVE un montant de la pénalité en cas d'annulation de la demande de dépose dans le mois précédent la date de début de la convention de neutralisation égale aux frais réels facturés par le Titulaire du marché public au Syndicat.

Les recettes relatives à ces pénalités seront imputées au budget annexe Régie Velib' à l'article 7581 « redevances diverses ».

Article 6 : APPROUVE la convention-type d'intervention aux abords de stations Vélib' telle que mis en annexe.

Article 7 : AUTORISE le Président à mettre en œuvre ce dispositif.

Le Président,

Sylvain RAIFAUD